



ACTION commune des ORGANISATIONS SYNDICALES et de la FÉDÉRATION SYNDICALE EUROPÉENNE DES SERVICES PUBLICS, des GROUPES ENVIRONNEMENTAUX, DES ACTIVISTES DE L'EAU et des ORGANISATIONS DE DÉVELOPPEMENT POUR LA

JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU **Mercredi 22 mars 2006**

Notre eau n'est pas à vendre !

NOUS VOULONS

- L'exclusion totale de la distribution d'Eau et des systèmes d'assainissement des Eaux usées de la directive sur les Services (Bolkestein)
- L'exclusion de la distribution d'Eau et des systèmes d'assainissement des eaux usées de l'AGCS
- La non-libéralisation et la non-privatisation de la distribution d'Eau et des systèmes d'assainissement des Eaux usées
- Une eau potable propre et sûre à un prix abordable est un droit humain fondamental. La distribution d'eau est un service public.

C'est pourquoi :

APPEL à l'ACTION à Bruxelles
Rassemblement à 10h30 au rond-point Schuman

Participez. Faites savoir à la Commission européenne que nous ne sommes pas d'accord avec la commercialisation de notre eau. L'eau est un service public et doit le rester.

Cet appel est soutenu par la FSESP (Fédération syndicale européenne des services publics), la CGSP (ACOD) et la CSC Services publics, 11.11.11.- Koepel van de Vlaamse Noord-Zuidbeweging, PROTOS, Oxfam Solidarité, FOS, l'Association Belge du Contrat Mondial de l'Eau, Attac Flandre.



POURQUOI UNE ACTION LORS DE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU ?

La Commission européenne joue un rôle important dans la pression croissante visant à considérer l'eau comme un bien marchand et à libéraliser et privatiser celle-ci. C'est pourquoi les organisations syndicales et la Fédération syndicale européenne des services publics, les groupes environnementaux et le consortium 11.11.11 des organisations de développement appellent à l'action le 22 mars. Pendant cette journée, le monde entier prêter attention aux problèmes relatifs à l'eau tels que la rareté, la pollution et le fait que plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à une eau propre et sûre à un prix abordable et qu'encore plus de personnes sont privées de systèmes d'assainissement des eaux usées. La journée mondiale de l'eau est également la journée propice pour revendiquer le droit à l'eau tel qu'il est reconnu par la Commission des Nations Unies.

De nombreuses villes dans le monde profitent de la Journée mondiale de l'eau pour protester contre la commercialisation de la distribution de notre eau potable et des systèmes d'assainissement des eaux usées. Nous nous joignons à cette protestation. Notre action fait partie d'un mouvement plus large qui appelle à endiguer la pauvreté dans le monde. Le temps presse et une action de nos gouvernements est nécessaire.

Nous voulons que la Commission européenne et le Conseil des ministres :

- tiennent l'eau et les systèmes d'assainissement des eaux usées hors de la portée de la Directive sur les services. La proposition modifiée du Parlement européen ne va pas assez loin.
- ne demandent à aucun pays d'ouvrir les services de distribution d'eau et les systèmes d'assainissement des eaux usées à la concurrence dans le cadre des négociations sur les AGCS. La Commission européenne ne doit pas non plus proposer ces services. Une prise de position claire et publique est indispensable de la part de la Commission européenne qui mène les négociations relatives à l'AGCS au nom des États membres européens.
- prennent position contre la libéralisation et la privatisation des services de distribution d'eau et des systèmes d'assainissement des eaux usées, et prennent position en faveur des services de distribution d'eau et des eaux usées en tant que services publics. Cela signifie également que la Commission européenne doit arrêter de soutenir le secteur privé dans les pays en développement. La Commission doit miser sur la promotion de la collaboration public-privé et la collaboration sans but lucratif.
- reconnaissent l'accès à une eau potable propre et sûre à un prix abordable en tant que droit humain fondamental et prennent à cette fin une initiative en vue d'ancrer ce droit pour l'Unité européenne.

Rassemblement mercredi 22 mars à 10h30 à la place Schuman Nous ferons une chaîne humaine à partir du bâtiment d'Aquafed, le lobby des opérateurs privés et des sociétés d'eau multinationales, jusqu'au bâtiment du Conseil des ministres de l'Union européenne et de celui de la Commission européenne. L'action souligne à quel point le lobby des opérateurs privés s'acharne sur la Commission et nos gouvernements. La chaîne humaine fera symboliquement passer de l'eau dans un sens et de l'argent dans l'autre. En vue de montrer qu'il est possible de s'opposer, nous demandons aux hommes et femmes politiques belges et européens de rompre la chaîne à l'aide d'une pancarte affichant : « Notre Eau n'est pas à vendre », et « L'Eau est un droit humain fondamental ». L'action durera jusqu'à 11h30 et sera suivie par quelques allocutions. La fin de l'action est prévue pour 12h00.

Pour de plus amples informations sur le fond :

Jan Willem Goudriaan, FSESP, e-mail: jwgoudriaan@epsu.org, GSM: +32 (0475) –256912

Marc Maes, 11.11.11-Koepel van de Vlaamse Noord-Zuidbeweging, e-mail: Marc.Maes@11.be, GSM: +32 497 600 442